

Une stratégie pour temps de crise

[10/02/2009]

Pour pallier les difficultés du marché de l'emploi, nombre de jeunes diplômés et de cadres se tournent vers les formations « post-diplôme ». Une stratégie qui peut être payante. A condition de ne pas s'engager à la légère.

Le cursus choisi doit s'inscrire dans un vrai projet professionnel. Ici, un groupe d'étudiants de l'ESCP-EAP.



C'est un réflexe bien connu des DRH comme des spécialistes de l'enseignement : en période de crise (nous y sommes...), beaucoup de jeunes diplômés ou de jeunes cadres cherchent à pallier les difficultés du marché de l'emploi en « musclant » leur formation. En prolongeant ou en reprenant leurs études. Ils espèrent ainsi laisser passer l'orage et se présenter ensuite mieux armés face aux recruteurs. On a même coutume de dire que la formation est une activité « contracyclique » : quand les nuages s'amoncellent sur tous les autres secteurs, elle se porte plutôt bien - au moins dans un premier temps.

Une offre pléthorique

Côté formations, les candidats, il est vrai, n'ont que l'embaras du choix. MBA, masters spécialisés, masters universitaires, MSc, diplômes d'université (DU)... Jamais l'offre de cursus « post-diplôme » n'avait été aussi fournie, les formats aussi divers. Grandes écoles et universités misent à fond sur ces programmes, à la fois vecteurs d'image et (souvent) générateurs de cash.

Qui plus est, leurs responsables ont bien compris que les étudiants ne viennent pas chercher seulement un parchemin ou un bagage académique, mais une aide à l'insertion, un coup de pouce pour décrocher un emploi. Ils ont adapté leurs programmes en conséquence, notamment en renforçant leurs services carrières.

Le réseau auquel ces formations donnent accès peut également être très utile. « *Dans les minutes qui ont suivi le crash de Lehman Brothers, nous avons reçu des appels de diplômés dont les entreprises recrutaient, et qui nous proposaient de les mettre en contact avec des gens qui recherchaient un poste* », indique Julie Morton, du service carrières de la Chicago Business School.

Mais un MBA ou un mastère n'est pas seulement une arme anticrise : il peut répondre à des objectifs variés. On peut y recourir pour étoffer son bagage et remettre à jour ses connaissances, mais aussi pour passer au management après un poste technique, pour acquérir une expertise pointue ou se doter d'une seconde compétence, pour changer d'entreprise ou de fonction, pour rebondir après un échec professionnel... ou simplement dans l'espoir de doper son salaire. En général, ce type de cursus permet de gagner en maturité, et, très souvent, de passer à un autre stade de sa carrière, d'accéder à des responsabilités plus importantes. Les MBA, en particulier, sont conçus dans cette optique de progression. « *Ils sont l'occasion de réfléchir à sa carrière, avant de repartir de l'avant* », note Jean-Philippe Muller, directeur général adjoint d'Audencia-Nantes. Bref, de multiples scénarii sont envisageables. Tout est affaire de contexte et de décision individuelle.

Retour sur investissement

Pour autant, la formation ne saurait être la solution miracle. Elle peut même s'avérer une arme à double tranchant. Rien ne sert, en effet, d'empiler les diplômes - c'est même contre-productif. Les recruteurs se montrent parfois sévères à l'égard des candidats qui reculent leur entrée dans la vie active. Et il peut être risqué de s'engager dans une formation longue et onéreuse si l'on n'est pas certain d'en récolter les fruits. « *Beaucoup de diplômés financent personnellement leur cursus, souvent grâce à un emprunt bancaire* », rappelle Tawfik Jelassi, doyen de l'Ecole de management de l'ENPC. « *Le retour sur investissement d'une formation ne se mesure pas seulement à la rapidité de l'insertion professionnelle*, précise pour sa part Franck Moreau, directeur académique du Ceram. *Il faut aussi voir si l'emploi obtenu correspond bien aux attentes de l'étudiant en termes de fonction, de secteur, de type d'entreprise... et de rémunération.* »

En la matière, il n'existe pas d'assurance tous risques. Aussi est-il indispensable de ne pas s'engager à la légère. Avant tout, le cursus choisi doit absolument s'inscrire dans un vrai projet professionnel, élaboré avec soin. Il importe aussi de bien examiner l'ensemble des modalités de la formation : le contenu du programme, sa durée, son financement, et même son impact sur la vie privée... Sans oublier les relations avec l'employeur : mieux vaut, dans le contexte actuel et lorsque c'est possible, ne pas quitter son job et privilégier les formations à temps partiel, compatibles avec le maintien d'une activité professionnelle. Question de prudence...

J.-C. L.

De multiples objectifs envisageables

Une « formation complémentaire » peut répondre à des objectifs variés. Par exemple :

- Améliorer son niveau de qualification
- (Re)trouver un emploi
- Remettre ses connaissances au goût du jour
- Devenir manager
- Se spécialiser dans un domaine pointu
- Changer d'entreprise (ou de métier)

- Rebondir après un échec professionnel
- Améliorer sa rémunération
- Gagner en hauteur de vue et en maturité
- Etoffer son réseau
- Accéder à des responsabilités plus élevées
- S'ouvrir à l'international
- Faire un « break » pour réfléchir à sa carrière